

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe :
2 rue Antoine Charial – CS 33927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**ACQUISITION D'UN DISPOSITIF DE PRODUCTION
D'HYDROMETEORES ARTIFICIELS ET EQUIPEMENTS
ASSOCIES**

(4 lots)

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP) commun aux 4 lots**

Marché de fourniture

Référence : 25-054_M

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
1.4 – Nature et étendue du marché.....	5
1.5 – Procédure.....	5
1.6 – Spécifications techniques.....	5
1.7 – Considérations sociales.....	5
1.8 – Considérations environnementales.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
4.1 – Délai d’exécution.....	6
4.2 – Prolongation du délai d’exécution.....	7
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
5.1 Dispositions générales.....	7
5.2 Documentation technique.....	7
5.3 – Obligations de résultat.....	7
5.4 – Lieu d’exécution du marché.....	7
5.5 – Livraison.....	8
5.6 – Qualité des équipements.....	8
5.7 – Emballage.....	8
5.8 – Transfert de compétences.....	9
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS	9
6.1 – Pénalité pour retard.....	9
6.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel.....	9
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ.....	10
7.1 – Nature du prix.....	10
7.2 – Contenu des prix.....	10
7.3 – Variation et actualisation des prix du marché.....	10
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
8.1 – Avance	10
8.2 – Acomptes.....	11

8.3 – Demandes de Paiement.....	11
8.4 – Modalités de règlement	12
8.5– Unité monétaire	12
ARTICLE 9 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION	12
9.1 – opérations de vérification et admission des prestations.....	12
ARTICLE 10 – GARANTIE	13
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D’INFORMATION	13
ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS.....	14
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ	14
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	14
15.1 – Résiliation sans faute.....	15
15.2 – Résiliation pour faute	15
15.3 – Résiliation pour évènements liés au marché.....	15
ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENTS.....	15
ARTICLE 17 – LANGUES.....	15

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, livraison et installation de dispositifs d'hydrométéores et d'équipements associés (4 lots).

Les prestations sont décomposées en 4 lots distincts comme suit :

- **Lot 1** : Dispositif sur le toit d'un véhicule : ce dispositif doit permettre la projection d'eau à partir d'un véhicule en mouvement placé devant un autre véhicule test afin de simuler une pluie impactant le véhicule test.
- **Lot 2** : Dispositif mobile composé de plusieurs perches : Fourniture d'un système de production d'hydrométéores transportables. Ce système est composé de perches connectées à un collecteur. Les perches sont réglables en hauteur et comportent à leur extrémité un adaptateur pour des diffuseurs. Un ensemble de citernes souples pliables est aussi fourni pour l'alimentation en eau. Le système peut être utilisé sur un site sans alimentation électrique grâce à un groupe électrogène.
- **Lot 3** : Mannequins (une cible piéton adulte et une cible piéton enfant) EuroNCAP (dont certain articulé) capables de réaliser des tests de visibilité, de freinage d'urgence et de crash test.
- **Lot 4** : Fourniture livraison et installation d'une caméra hyperspectrale.

La présente consultation concerne l'établissement suivant :

Site du CEREMA Centre-Est
8 rue Bernard Palissy
63017 Clermont-Ferrand

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en **4 lots techniques** selon le détail suivant :

Lot	Désignation
1	Dispositif sur le toit d'un véhicule
2	Dispositif mobile composé de plusieurs perches
3	Mannequins EuroNCAP
4	Caméra hyperspectrale

1.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles suivantes ont été demandées par le CEREMA. L'acceptation de ces prestations est à l'appréciation de l'acheteur et seront levées le cas échéant à la notification du marché.

La réponse est facultative, à défaut de réponse le candidat ne se voit pas éliminé.

- Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives suivantes sont rendues facultatives par l'acheteur :

PSE facultatives	Lot	Objet
PSE n°1	1	un <u>kit de contrôle en service</u>
PSE n°1	4	Une <u>carte graphique</u> de type Nvidia GeForce RTX 4070 (avec au moins 8go de mémoire graphique) montée sur l'ordinateur
PSE n°2	4	Une <u>cible calibrée en réflectance spectrale</u> dans la gamme 350 nm – 2500 nm de type panneau Spectralon ou SphereOptics Zenith Lite 100 X 100 cm avec 10% de réflectance ou techniquement équivalent
PSE n°3	4	Plus value pour un <u>indice de protection de la caméra de IP66</u> en lieu et place de l'indice de protection IP40 fourni en base.

1.4 – Nature et étendue du marché

Chaque lot est un marché de fourniture conclu à prix global et forfaitaire.

1.5 – Procédure

La consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offre soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.6 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.7 – Considérations sociales

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions en favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.8 – Considérations environnementales

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage de plus à cette fin à ce qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne soit réalisé.

Toute initiative complémentaire contribuant à la diminution de l'empreinte carbone sera particulièrement appréciée.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de chaque lot par ordre décroissant de priorité sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :**
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe le planning prévisionnel ;**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G.-FCS) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et services ; ce dernier document n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément s'y référer et les accepter ;**
- **Planning détaillé d'exécution arrêté dans les conditions décrites à l'article 4.1 du présent CCAP propre à chacun des lots ;**
- **L'offre technique du titulaire ;**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, **le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Chaque lot est conclu à compter de sa date de notification et se termine à l'admission des prestations objet du marché (PSE comprises si elles ont été levées par l'acheteur à la notification), conformément au calendrier prévisionnel joint

3.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution global **ne pourra être supérieur à 5 mois (150 jours) calendaires et il court à compter de la notification du marché et jusqu'au prononcé de la mise en ordre de marche de tous les matériels.**

Le délai d'exécution englobe les étapes suivantes :

- Le délai d'approvisionnement du matériel technique ;
- La livraison sur site ;
- La mise en service du matériel ;
- La mise en service de son ordinateur et du logiciel de contrôle (lot 2 et 4) ;
- Sa calibration (lot 4) ;
- La formation du personnel (lot 1, 3 et 4) ;

Dès la notification un planning sera établi par l'acheteur en concertation avec le titulaire en tenant compte des contraintes de chacune des deux parties qui sera ensuite notifié au titulaire et le non-respect de ce planning entraînera l'application de pénalités.

3.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et aux normes en vigueur.

4.2 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison toute documentation nécessaire à l'utilisation, au fonctionnement et à la maintenance de l'appareillage et ses éventuels rectificatifs nécessaires à une utilisation et à un fonctionnement correct des fournitures livrées et leur maintenance éventuelle.

Si la documentation accompagnant le matériel n'est pas fournie, le matériel est réputé non livré tant que cette documentation fait défaut.

Cette documentation technique devrait être fournie en langue française conformément aux stipulations du présent CCAP.

4.3 – Obligations de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

4.4 – Lieu d'exécution du marché

Le lieu d'exécution est le suivant :

Cerema Centre-Est
8 rue Bernard Palissy
63017 – Clermont Ferrand

Le titulaire devra intervenir sur site que ce soit pour la livraison du matériel, son calibrage (lot 4), la formation du personnel ou les prestations à réaliser pendant la période de garantie.

4.5 – Livraison

La livraison du matériel devra être réalisée sur le site du Cerema Centre-Est.

Les délais de livraison et la durée d'installation sont à préciser dans la réponse écrite du titulaire.

Les matériels de chacun des lots 1,2, 3 et 4 seront livrés sur le site situés à l'adresse ci-dessus.

Les matériels des lots 1, 2 et 3 seront livrés dans un local de forme préau accessible facilement par un transporteur. Pour ces lots, si la livraison du matériel requiert l'utilisation d'un chariot ou d'un transpalette, il incombe au titulaire d'en assurer la mise en place.

Pour le lot 2 et conformément à l'article 2.3.3 du CCTP, l'ordinateur sera équipé de Windows 11Pro. Il présentera a minima les caractéristiques techniques suivantes :

- Intel Core i7 ou i9, 12ème génération ou supérieur
- 16 Go de RAM
- Disque dur SSD 512 Go
- Carte graphique NVIDIA GeForce RTX 3050 ou supérieur
- Wifi

Pour le lot 4 conformément aux caractéristiques techniques décrites à l'article 4.1.7 du CCTP, l'ordinateur doit pouvoir (article 4.1.8 du CCTP) :

- Piloter la caméra et ses réglages
- Proposer l'acquisition sur plusieurs jours et pouvoir régler l'essentiel des paramètres d'acquisition qui devront être décrits
- Générer le cube de données hyperspectrales calibrées en luminance spectrale
- Prévisualiser les données
- Exporter en masse les données acquises sur fichier ouvert (ou par lot de fichiers)
- Être accompagné d'un SDK open-source compatible avec Python et/ou C++ et qui sera décrit dans le mémoire technique.

4.6 – Qualité des équipements

L'équipement livré doit être conforme aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Le matériel sera livré avec l'ensemble des certificats assurant la sécurité des travailleurs selon les directives européennes et les normes en découlant. Le matériel livré devra être neuf non reconditionné.

4.7 – Emballage

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

Dans un souci de développement durable, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger le matériel.

Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

4.8 – Transfert de compétences

Pour les lots 1, 3 et 4, le titulaire assure une formation en français de prise en main du matériel pour 4 utilisateurs au minimum dont les modalités sont précisées aux articles 1.2, 3.2 et 4.2 du CCTP. La formation devra également porter sur les modalités d'utilisation de l'appareil et son entretien courant selon des préconisations précises.

En cas de besoin, le fournisseur pourra être sollicité pour réaliser des formations complémentaires ultérieures.

La durée de cette formation sera précisée dans l'offre du titulaire et devra permettre de former 4 agents au minimum à l'utilisation de ce matériel technique ainsi qu'à l'emploi du logiciel de pilotage.

À cette fin, le titulaire devra fournir l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel et des logiciels objet du marché.

ARTICLE 5 - PÉNALITÉS

5.1 – Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais de livraison du matériel et d'exécution de la formation prévue dans le planning notifié selon les modalités de l'article 4.1 du CCAP, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

5.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel

Pour les lots 1, 2, 3 et 4, pendant la durée de garantie et par dérogation à l'article 14.2.3 du CCAG-FCS si la durée d'indisponibilité dépasse 10 jours ouvrés, et si le titulaire ne propose pas un appareil de remplacement strictement équivalent le titulaire est soumis à des pénalités d'un montant de 100 € HT par jour de retard au-delà de 10 jours ouvrés.

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'indisponibilité de l'appareil se prolongera.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par tout moyen approprié par l'administration au titulaire, et la constatation de la disparition du désordre.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ

6.1 – Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire comme précisé dans la « *Décomposition du prix global et forfaitaire* » annexé à l'acte d'engagement.

6.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (frais de douane inclus) jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

6.3 – Variation des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné en page de garde du RC. Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Les prix sont fermes et actualisables pour l'offre de base et les PSE

Les prix sont actualisables pour l'offre de base : L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels – **010765048**, publié à l'INSEE.

Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée en page de garde du RC et la notification du marché selon la formule suivante :

$$P = P_o * (I-3 / (I-o))$$

P est le prix actualisé

P_o est le prix initial du marché

I_o = Valeur de l'index de référence I (CPF 33.20) prise au mois d'établissement des prix dans l'offre.

I-3 = Valeur de l'index de référence I (CPF 33.20) prise au mois de notification -3 mois.

Le titulaire transmet les prix actualisés avec la valeur des indices requis à l'adresse suivante :

cymb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

En l'absence de transmission, le Cerema calculera la révision pour sa mise en application avec information du titulaire.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

7.1 – Avance pour chaque lot

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS – Option A.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable, son taux est de 30% du montant des prestations forfaitaires indiquées dans l'annexe financière du marché.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles R.2191-12 et R.2191-15 du Code de la commande publique.

Le montant de l'assiette de calcul de l'avance pour le Titulaire est diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants agréés et donnant lieu à un paiement direct.

Le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct est en droit de bénéficier d'une avance sur sa demande. Le montant de la demande d'avance du sous-traitant agréé est calculé selon les mêmes modalités que pour le Titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées.

7.2 – Acomptes

Concernant l'offre de base et le paiement des PSE si ces dernières sont retenues, le paiement des prestations s'effectue en 2 fois :

- 60% à la date d'effet de la MOM (mise en ordre de marche)
- 40% à la date d'effet de la VA (admission du matériel)

7.3 – Demandes de Paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro du marché (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- FCS ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction émettrice,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Dans le cadre de la démarche de réception dématérialisée des factures, toutes les entreprises

doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de n° de marché, et de service exécutant Chorus provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

7.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

7.5– Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 8 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION

8.1 – opérations de vérification et admission des prestations

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, la vérification des prestations concernant l'offre de base et les différentes PSE le cas échéant s'exécute comme ci-après définis :

La mise en mise en ordre de marche sera prononcée par l'acheteur lorsque l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP auront été réalisées et notamment :

- La mise en service de tous les matériels,
- Un calibrage avec fourniture d'un certificat de calibration pour les lot 4
- La formation du personnel aura été réalisée à compter de la mise en service du matériel (lot 1, 3 et 4)
- la remise de toutes les documentations précisées dans le CCTP

La date de notification, par le titulaire, du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur constitue le point de départ du délai des vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur.

L'acheteur procède ensuite à la vérification d'aptitude ayant pour objet de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rend apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

L'acheteur dispose d'un délai de **deux mois maximum** à compter de la date d'effet de la mise en ordre de marche pour prononcer la Vérification d'Aptitude.

Si le résultat de la vérification d'aptitude est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- de réception avec réfaction qui consiste à réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état.
- de rejet qui est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

La notification de la décision de vérification d'aptitude vaut notification de l'admission des matériels à la date précisée dans ledit document. L'admission est le point de départ de la garantie mentionnée à l'article 10 ci-après.

ARTICLE 9 – GARANTIE

Les équipements (matériel et logiciels) sont garantis (pièces, main d'œuvre, déplacement, mise à niveau, ...) pour une durée exigée **d'un (1) an minimum pour les lots 1,2 et 3** et de **deux (2) ans minimum pour le lot 4**. Le point de départ de la garantie est la date d'admission des équipements (i.e date d'effet de la VA).

Cette garantie couvre la totalité des prestations et main d'œuvre et inclus également la maintenance.

Le titulaire décrira précisément dans son mémoire méthodologique la garantie proposée.

Durant la période de garantie, le titulaire s'engage à faire intervenir les personnes compétentes à ses frais, afin de remettre les systèmes dans un état satisfaisant de fonctionnement.

Le titulaire a à sa charge, le retrait, le transport aller et retour au Cerema des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

En cas d'indisponibilité de la caméra de plus de 10 jours consécutifs, le titulaire s'engage à fournir un matériel équivalent sous peine d'application des pénalités prévues au présent CCAP (article 6.2).

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec le Cerema son expérience ;
- fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui ou un membre de son équipe.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et des règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

En complément de l'article 5 du CCAG - FCS, il est précisé que tous les documents, bases de données et informations du présent marché sont a priori confidentiels. Lorsqu'ils sont publics le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

14.1 – Résiliation sans faute

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

14.2 – Résiliation pour faute

Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire.

14.3 – Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 – REGLEMENT DES DIFFERENTS

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

ARTICLE 16 – LANGUES

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériels, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en Français.